

## L'occupant marocain fait la promotion de victoires fictives au Sahara occidental



BIR LAHLOU  
(Territoires  
sahraouis  
libérés) -

L'occupant marocain fait la promotion de victoires fictives au Sahara occidental pour absorber la colère du peuple marocain qui rejette la normalisation avec l'entité sioniste, et couvrir les lourdes pertes subies par son armée, a affirmé samedi le ministre de l'Information, porte-parole du gouvernement sahraoui, Hamada Salma Daf.

***Dans une déclaration à l'APS, M. Hamada Salma a précisé que le régime marocain "est au bord du gouffre en raison du rejet du peuple marocain de l'accord de normalisation avec l'entité sioniste, ce qui a amené le Makhzen à faire la promotion d'acquis fictifs en usant de la désinformation".***

Dans cette optique, le responsable sahraoui s'est interrogé "si la violation marocaine de l'accord de cessez-le-feu, le 13 novembre dernier, dans la région d'El Guerguerat et la construction d'un mur de sable, ceinturé de mines, était vraiment une victoire militaire, tel qu'avancé par

le Maroc, et si l'attaque contre des civils sahraouis sans défense, en faisant fi de la légitimité internationale était une victoire ou un nouveau crime à inscrire dans le registre des violations continues des droits du peuple sahraoui".

***"Faire la promotion de l'ouverture de consulats dans les villes sahraouies occupées comme étant une victoire diplomatique est une grande supercherie à laquelle les médias du Makhzen et certains porte-voix médiatiques français veulent donner une importance exagérée", a mis en exergue le responsable sahraoui, indiquant que "l'ouverture des représentations diplomatiques dans les villes sahraouies occupées, ou la reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur les territoires sahraouis ne changera pas la nature juridique du conflit dans la région".***

Et de poursuivre que "toutes les résolutions onusiennes soulignent la nécessité de respecter le droit des peuples à l'autodétermination et que la souveraineté d'un pays sur les territoires qu'il a occupés par la force ne peut être établie", rappelant la résolution N37/34 de l'Assemblée générale de l'ONU en 1979, qui a reconnu que le Maroc est une puissance d'occupation, et partant "aucun pays n'a le pouvoir légal d'accorder le Sahara occidental au Maroc".

Le même responsable a fait savoir que le Maroc tente de corrompre des pays pour ouvrir des consulats dans les villes occupées, et ce en dépit du fait que ces pays ne comptent aucune communauté dans les territoires sahraouis, rappelant les déclarations de la secrétaire générale de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFSPA), Michèle Decaster qui a relevé que "le Maroc a payé pour l'ouverture de consulats à Dakhla et à Laâyoune alors qu'aucune communauté appartenant aux pays (ayant ouvert ces consulats) ne vit dans ces zones".

Evoquant la déclaration du président américain sortant, Donald Trump, concernant la reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, le responsable sahraoui a déclaré : "d'aucuns ignorent que l'annonce de Trump intervient dans le cadre d'un deal prévoyant une normalisation des relations, ôtant ainsi toute légitimité à cette reconnaissance car étant une transaction commerciale".

---

Lire aussi: Le Gouvernement sahraoui se félicite de la réinscription de la question sahraouie à l'agenda du CPS (<https://www.aps.dz/monde/113877-le-gouvernement-sahraoui-se-felicite-de-la-reinscription-de-la-question-sahraouie-a-l-agenda-du-cps>)

---

"Les américains étaient les premiers à dénoncer ce deal, par la voix de plusieurs personnalités connues, à l'instar de John Bolton, car portant atteinte à la place des Etats-Unis au sein de la communauté internationale, étant un membre au Conseil de sécurité se devant de respecter la légalité internationale", a-t-il poursuivi dans ce sens.

Misant sur l'UA pour le règlement de la question sahraouie, M. Salma Daf a formé le vœux de voir l'UA s'acquitter de son rôle et a dit attendre la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA avant la tenue du Sommet africain en février prochain notamment après la récente décision du 14e Sommet extraordinaire de

l'UA. "L'Afrique est capable de résoudre ses problèmes toute seule", a-t-il affirmé.

"Nous pouvons réaliser au niveau du Conseil de paix et de sécurité de l'UA ce que nous n'avons pas réussi à atteindre au niveau du Conseil de sécurité onusien, en raison des entraves dressées par certains de ses membres", a-t-il dit, soulignant que "certaines grandes puissances sont attirées par les richesses africaines au lieu des intérêts de ses peuples".